

# Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

## **MP 25-08**

**Objet de la consultation :** Nettoyage des locaux des sites des Directions interrégionales (DIR) de l'ASP dans les DROM

- LOT 1 : Le site de Mayotte pour la direction interrégionale Océan Indien
- LOT 2 : Le site de Guyane pour la direction interrégionale Antilles-Guyane

### **Acheteur :**

Agence de services et de paiement (ASP)  
2, rue du Maupas  
87040 LIMOGES cedex 1

# Sommaire

---

Article 1.	<b>Objet de la consultation</b>	<b>5</b>
Article 2.	<b>Procédure de passation</b>	<b>5</b>
Article 3.	<b>Décomposition de la consultation</b>	<b>5</b>
Article 4.	<b>Pièces constitutives des marchés</b>	<b>6</b>
Article 5.	<b>Durée des marchés et délais d'exécution</b>	<b>7</b>
Article 6.	<b>Clause sociale optionnelle</b>	<b>7</b>
6.1	Les conditions de réalisation et publics visés	7
6.2	L'engagement de l'entreprise attributaire	7
6.3	Modalités de mise en œuvre	7
6.4	Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre de la clause sociale d'insertion	8
6.5	Le contrôle de l'action d'insertion	8
6.6	Protection de la main d'œuvre, conditions de travail et promotion des personnes en situation de handicap	9
Article 7.	<b>Etablissement des prix des marchés</b>	<b>9</b>
7.1	Type et forme des prix	9
7.2	Contenu des prix	9
7.3	Date d'établissement des prix initiaux	10
7.4	Révision / actualisation des prix	10
7.4.1	Modalités des Prix révisables :	10
7.4.2	Périodicité de la révision des prix	10
Article 8.	<b>Conditions générales d'exécution</b>	<b>10</b>
8.1	Délais d'exécution	11
8.1.1	Partie à prix forfaitaire	11
8.1.2	Partie à prix unitaires à bons de commande	11
8.2	Lieux d'exécution des prestations	11
8.3	Horaires d'interventions	11
Article 9.	<b>Conditions particulières d'exécution</b>	<b>12</b>
Article 10.	<b>Reprise de personnel</b>	<b>12</b>
Article 11.	<b>Obligations des cocontractants</b>	<b>12</b>
11.1	Obligations communes	12
11.2	Obligations de l'ASP :	12
11.3	Obligations du titulaire	13
11.3.1	Obligations générales	13
11.3.2	Pièces et attestations	13
11.3.3	Modification affectant le titulaire au cours du marché	13
Article 12.	<b>Sécurité et prévention</b>	<b>14</b>
Article 13.	<b>Protection de l'environnement</b>	<b>14</b>
Article 14.	<b>Vérification et admission</b>	<b>15</b>

14.1	Vérifications qualitatives .....	15
14.2	Constat d'exécution du service .....	15
<b>Article 15. Garantie .....</b>		<b>15</b>
<b>Article 16. Pénalités et réfections .....</b>		<b>15</b>
16.1	Pénalités en cas de retard .....	15
16.1.1	Pénalités pour retard d'exécution des prestations.....	15
16.1.2	Pénalités pour retard dans la mise en place du marché .....	16
16.2	Pénalités en cas d'absence .....	16
16.3	Pénalités pour non communication des éléments relatifs à la masse salariale .....	16
16.4	Pénalités relatives à la clause insertion sociale .....	16
16.5	Pénalités relatives à la clause développement durable/environnementale (le cas échéant) .....	16
16.6	Pénalités relatives à la violation des obligations de sécurité ou de confidentialité.....	17
16.7	Pénalités faisant suite aux contrôles qualité (mensuel et aléatoires).....	17
16.8	Application des pénalités .....	17
16.9	Application des réfections dérogatoires (réfections forfaitaires) .....	18
16.10	Réfections.....	18
<b>Article 17. Responsabilité et assurances .....</b>		<b>18</b>
17.1	Responsabilité .....	18
17.2	Assurance.....	19
<b>Article 18. Exécution financière des marchés .....</b>		<b>19</b>
18.1	Avance.....	19
18.2	Echéancier des paiements/acomptes .....	19
18.2.1	Echéancier des paiements : .....	19
18.2.2	Acompte : .....	19
18.3	Solde du paiement des prestations.....	19
18.3.1	Prestations forfaitaires : .....	19
18.3.2	Prestations à bons de commande .....	19
18.3.3	Solde de l'accord-cadre .....	20
18.4	Dématérialisation des factures .....	20
18.5	Régime des paiements .....	20
18.5.1	Mode et délai de paiement .....	20
18.5.2	Intérêts moratoires .....	21
<b>Article 19. Retenue de garantie .....</b>		<b>21</b>
<b>Article 20. Cession ou nantissement de créance .....</b>		<b>21</b>
<b>Article 21. Protection des données à caractère personnel .....</b>		<b>21</b>
<b>Article 22. Sous-traitance.....</b>		<b>21</b>
<b>Article 23. Résiliation du marché .....</b>		<b>21</b>
23.1.1	Pour motif d'intérêt général.....	21
23.1.2	Pour tous les autres cas .....	21
<b>Article 24. Règlement des différends et litiges .....</b>		<b>22</b>
<b>Article 25. Prestations similaires pour les travaux ou les services.....</b>		<b>22</b>

<b>Article 26. Modifications de marché .....</b>	<b>22</b>
26.1 Clause de réexamen.....	22
26.2 Autres modifications de marché : modifications non substantielles .....	23
26.3 Autres modifications de marché : Circonstances imprévues .....	23
26.4 Autres modifications de marché : Substitution de titulaire .....	23
<b>Article 27. Clauses de sécurité.....</b>	<b>23</b>
<b>Article 28. Confidentialité.....</b>	<b>23</b>
28.1 Engagement de confidentialité .....	24
28.2 Sécurité physique .....	24
<b>Article 29. Dérogations au CCAG.....</b>	<b>24</b>

## Article 1. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la réalisation de prestations d'entretien des locaux des directions interrégionales de l'ASP situées dans les DROM :

- LOT 1 : Le site de Mayotte pour la direction interrégionale Océan Indien
- LOT 2 : Le site de Guyane pour la direction interrégionale Antilles-Guyane

Les prestations attendues et les spécifications techniques sont décrites dans le CCTP MP 25-08, commun aux 2 lots.

## Article 2. Procédure de passation

La présente procédure est passée en application de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant respectivement partie législative et partie réglementaire du code de la commande publique.

La présente procédure fait suite à la déclaration sans suite des lots 2 et 3 du MP24-03.

Le lot 2 du MP24-03 concernait les prestations de nettoyage du site de Mayotte. Il a été déclaré sans suite en raison notamment du passage de l'ouragan Chido et des dégâts causés sur le site de l'ASP ainsi que des bouleversements économiques et logistiques provoqués par l'ouragan sur le site de Mayotte.

Le lot 3 du MP24-03 concernait les prestations de nettoyage des locaux à réaliser sur le site de Guyane. Il a été déclaré sans suite en raison d'une erreur matérielle constatée à l'intérieur des documents de la consultation après la date limite de réception des offres.

La procédure de passation est celle de l'appel d'offres ouvert, telle que décrite aux articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code susvisé.

## Article 3. Décomposition de la consultation

La présente consultation est composée de 2 lots indépendants, conformément à l'article R2113-1 du code la commande publique.

Chacun des lots, consiste en un accord-cadre mono-attributaire composite qui s'exécute pour partie à travers des prestations forfaitaires (poste 1 pour le lot 1, ou poste 1 et 3 pour le lot 2) et pour partie par l'émission de bons de commande (poste 2 pour le lot 1, ou poste 2 et 4 pour le lot 2), en application des dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R 2162-14 du code de la commande publique.

Lot	Intitulé du lot	Prestations forfaitaires	Prestations à bon de commande
1	Prestations d'entretien des locaux de la direction régionale de l'ASP MAYOTTE	Poste 1	Poste 2
2	Prestations d'entretien des locaux de la direction régionale de l'ASP GUYANE	Poste 1 (parties privatives) Poste 3 (parties communes)	Poste 2 (parties privatives) Poste 4 (parties communes)

Les prestations forfaitaires du poste 1 consistent en l'entretien courant et continu des locaux et de la vitrerie.

Les prestations à bons de commande du poste 2 consistent en des prestations de remise à blanc des locaux après travaux notamment et/ou du nettoyage supplémentaire de la vitrerie. Elles font l'objet d'une demande particulière. Elles ne sont pas intégrées au programme de nettoyage récurrent.

Pour la DR de Guyane (lot 2) responsable du nettoyage des parties communes, (postes 3 et 4 de la DPGF) :

- Les prestations forfaitaires du poste 3 consistent en l'entretien courant et continu des locaux et de la vitrerie.
- Les prestations à bons de commande du poste 4 consistent en des prestations de remise à blanc des locaux après travaux notamment et/ou du nettoyage supplémentaire de la vitrerie. Elles font l'objet d'une demande particulière. Elles ne sont pas intégrées au programme de nettoyage récurrent.

Les prestations s'exécutent dans les limites inscrites à l'acte d'engagement.

#### **Article 4. Pièces constitutives des marchés**

Les documents contractuels régissant les marchés sont par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement dûment rempli et signé (un par lot) et ses annexes suivantes complétées propres à chacun des lots:
  - annexe financière 1A : prix des prestations forfaitaires du poste 1 (DPGF); prix unitaires des prestations à bons de commande du poste 2 (BPU); engagement relatif au nombre minimum d'heures et d'agents pour la DR Mayotte (Lot1);
  - annexe financière 1B : prix des prestations forfaitaires du poste 1 (DPGF) ; prix unitaires des prestations à bons de commande du poste 2 (BPU); engagement relatif au nombre minimum d'heures et d'agents pour la DR Guyane zones privatives (onglet rouge de l'annexe financière); prix des prestations forfaitaires du poste 3 (DPGF) ; prix unitaires des prestations à bons de commande du poste 4 (BPU); engagement relatif au nombre minimum d'heures et d'agents pour la DR Guyane zones collectives (onglet vert de l'annexe financière),(Lot2);
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux 2 lots
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots et ses annexes :
  - annexe 1 A : Plan du site de Mayotte lot 1
  - annexe 1 B : plan du site de Guyane lot 2 Descriptif des sites et des prestations attendues ;
  - annexe 2 : Fichier Excel reprenant pour chacun des sites la description du site, les attendus ainsi que les fiches de contrôle des prestations
4. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services – FCS (du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021) - non fourni

L'offre du titulaire et son plan de prévention des risques (PPR)

Ces pièces ont un caractère contractuel et, en cas de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre leurs clauses, chaque pièce l'emporte sur la suivante dans l'ordre de l'énumération ci-dessus.

Les présents marchés, constitués des documents contractuels définis ci-dessus, expriment l'intégralité des obligations des parties.

## Article 5. Durée des marchés et délais d'exécution

La durée et les modalités de reconduction des marchés sont précisées dans l'acte d'engagement de chaque lot

## Article 6. Clause sociale optionnelle

### 6.1 Les conditions de réalisation et publics visés

En application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique, les conditions d'exécution du marché comportent des **éléments optionnels** à caractère social qui visent la promotion de l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et de lutte contre le chômage.

Le Titulaire peut réaliser une action d'insertion professionnelle visant à promouvoir l'emploi de personnes considérées comme prioritaires au regard des politiques publiques de l'emploi sur la base d'au moins un des critères suivants :

- Jeune de moins de 26 ans diplômés ou non, sortis du système scolaire depuis plus de 6 mois, s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- Demandeur d'emploi de longue durée (+ de 12 mois d'inscription à Pole Emploi),
- Public sénior (+ de 50 ans) demandeur d'emploi depuis au moins 6 mois,
- Publics reconnus Travailleurs Handicapés au sens de l'article L5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- Allocataire du RSA en recherche d'emploi ou ayant droit,
- Bénéficiaire de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) ou de l'Allocation d'Invalidité.
- Personnes prises en charge par les dispositifs de l'insertion par l'activité économique (SIAE) définies à l'article L-5132-4 du code du travail, les personnes prises en charge par les dispositifs particuliers notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième chance (E2C) ainsi que les personnes en parcours d'insertion au sein des GEIQ, etc.

L'objectif est de procéder à l'occasion de l'obtention du marché à de nouveaux recrutements et/ou à la mobilisation de personnels sur tout ou partie des tâches confiées au titulaire par l'ASP dans le cadre du présent marché ou dans le cadre d'activités supports nécessaires à son fonctionnement interne.

Les candidats peuvent être identifiés par l'attributaire ou proposés par un dispositif d'accompagnement autre.

En tout état de cause, l'éligibilité de la candidature de ces publics aura été validée dans le cadre du dispositif de suivi des clauses sociales mentionné à l'article identifié ci-après.

### 6.2 L'engagement de l'entreprise attributaire

Le Titulaire s'engage à réserver aux publics définis à l'article ci-dessus le nombre d'heures figurant dans l'annexe dédiée.

La clause sociale d'insertion facultative est réalisée par le Titulaire ou par son (ou ses) sous-traitants ou cotraitant(s). Le total des heures d'insertion mis à la charge de son (ou ses) sous-traitants ou cotraitant(s) doit être calculé au-prorata de la part d'activité réalisée.

### 6.3 Modalités de mise en œuvre

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution du présent accord-cadre à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1<sup>ère</sup> modalité : l'embauche directe dans l'entreprise Titulaire (CDI, CDD ou alternance),
- 2<sup>ème</sup> modalité : la mise à disposition de salariés,

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- D'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI),
- D'une Entreprise Adaptée de Travail Temporaire (EATT),
- D'une Association Intermédiaire (AI),
- D'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ).
- 3<sup>ème</sup> modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'Insertion (EI) ou à une entreprise adaptée (EA). Les coordonnées des structures répondant à ces caractéristiques peuvent être communiquées par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales ou peuvent être identifiées au moyen du moteur de recherche de la Plateforme de l'inclusion à l'adresse suivante (<https://lemarche.inclusion.beta.gouv.fr/>)

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces formules ou une combinaison de celles-ci.

## 6.4 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre de la clause sociale d'insertion

---

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, il a été mis en place un dispositif spécifique d'accompagnement qui peut être sollicité.

Dispositif de suivi des clauses sociales  
Service Achats et Marchés Publics de l'ASP  
Appui-mp@asp-public.fr  
Contact : Jérémie TARDIEN

De son côté, le Titulaire désigne, au plus tard à la date de notification du présent accord-cadre un interlocuteur dont l'identité sera transmise. Il a l'obligation de prendre contact avec le dispositif spécifique d'accompagnement au plus tard dans les trois (3) mois suivant la notification du marché.

## 6.5 Le contrôle de l'action d'insertion

---

Il sera procédé par tous moyens au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le Titulaire s'est engagé. A cet effet, le Titulaire fournit au dispositif d'accompagnement, tous les éléments relatifs à la situation au regard de l'emploi des candidats pressentis par l'entreprise. De plus, le Titulaire transmet avant le 15 de chaque mois, tous renseignements utiles (type de contrat, date d'embauche, poste occupé, nombre d'heures réalisées, , etc.) propres à permettre le contrôle régulier des engagements et son évaluation. Après validation des profils par le dispositif d'accompagnement le suivi peut être réalisé à une fréquence trimestrielle.

Le refus caractérisé de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application d'une pénalité prévue à l'article dédié.

Dans le cas d'une mise à disposition de personnel ou de sous-traitance à un opérateur d'insertion, les heures d'insertion ne seront comptabilisées qu'à compter du paiement effectif de la prestation au tiers concerné.

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché, **l'entreprise attributaire du marché peut solliciter, auprès du dispositif, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés :**

- Comportant une clause sociale d'insertion,
- S'exécutant dans le même délai d'exécution,
-



Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au dispositif d'accompagnement et peut être déclarée recevable aux conditions suivantes :

- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion,
- Si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés,
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur,
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été préalablement validée.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement aux décomptes transmis et les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

Par ailleurs, lorsque le Titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il doit informer le dispositif d'accompagnement.

Dans ce cas, ce dernier étudiera avec le Titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs, les aménager ou les suspendre. En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou encore l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, la suspension ou l'annulation partielle ou totale de la clause sociale est subordonnée à la communication d'une copie de ces documents afférents à ces difficultés transmis à la DREETS ou au juge.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du présent marché, le dispositif d'accompagnement peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause sociale à l'ordre du jour d'une réunion de suivi de l'exécution de la prestation.

A l'issue de l'exécution du présent accord-cadre, il est procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

## **6.6 Protection de la main d'œuvre, conditions de travail et promotion des personnes en situation de handicap**

---

Les obligations s'imposant au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée. Le Titulaire doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur.

Les éventuels sous-traitants du Titulaire sont soumis aux règles précitées.

Dans le cadre de sa politique globale, l'ASP souhaite contribuer à l'évolution des représentations sur le handicap afin de mettre en valeur les ressources et les compétences des personnes handicapées.

Les démarches entreprises par le titulaire figurent dans le cadre de réponse technique du présent marché.

## **Article 7. Etablissement des prix des marchés**

### **7.1 Type et forme des prix**

---

Le marché est traité pour une partie à prix global et forfaitaire et, pour l'autre partie, à prix unitaires et à bons de commande. Les prix sont définitifs.

Le contenu des prestations forfaitaires et des prestations à bons de commande sont définies à l'article 3 du présent document.

### **7.2 Contenu des prix**

---

Les prix de l'ensemble des prestations sont établis hors taxe et en euros.

Tous les prix sont réputés complets et comprennent les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais, notamment de transport ou de déplacement du personnel du titulaire nécessaires à l'exécution des prestations telles qu'elles sont décrites dans le présent marché

### 7.3 Date d'établissement des prix initiaux

---

Les prix initiaux de chaque lot sont établis en euros aux conditions économiques du mois de remise des offres (mois de la date figurant en page de garde du règlement de consultation).

### 7.4 Révision / actualisation des prix

---

Chaque lot est conclu à prix révisables.

#### 7.4.1 Modalités des Prix révisables :

---

Les prix des prestations font l'objet d'une révision annuelle au 1<sup>er</sup> octobre de chaque année.

Les prix des prestations sont révisés, **à l'initiative de l'ASP**, par référence aux variations de l'indice trimestriel « Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (B to B) » - CPF 81.21 - Nettoyage de bureaux – Base 2021 (Identifiant INSEE n°010766781), lu dès sa publication définitive au Bulletin de Statistiques de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques - INSEE (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766781>).

En cas d'arrêt d'une série chronologique par l'INSEE, l'ancienne série sera poursuivie par la nouvelle série proposée par l'INSEE.

Le calcul de la révision s'effectue à partir de la formule suivante :

$$P_n = P_0 \times (0,20 + 0,80 (I_n / I_0))$$

Dans laquelle :

- $P_n$  : prix révisé en euros H.T.
- $P_0$  : prix initial en euros H.T en euros H.T.
- $I_n$  : valeur finale de l'indice (indice connu définitif au mois de la révision)
- $I_0$  : valeur initiale de l'indice (indice connu définitif à la date du 1<sup>er</sup> novembre de l'année considérée)

#### 7.4.2 Périodicité de la révision des prix

---

Les prix sont révisés annuellement entre le 1<sup>er</sup> et le 31 janvier.

**Pour les prestations forfaitaires, les prix révisés s'appliquent à la date anniversaire du début d'exécution des prestations.** Les prix révisés ne varient plus jusqu'à la date anniversaire du début d'exécution des prestations de l'année suivante, date à laquelle ils font l'objet d'une nouvelle révision.

**Pour les prestations complémentaires et les prestations récurrentes relatives aux ajouts de bâtiments,** les prix révisés s'appliquent aux commandes émises à compter du 1<sup>er</sup> décembre de l'année de révision ou, à défaut, le premier jour ouvrable suivant.

En aucun cas, une révision des prix ne sera rétroactive.

## Article 8. Conditions générales d'exécution

Pour chaque lot, le titulaire doit exécuter les prestations de l'accord-cadre dans le respect des dispositions contractuelles et sur la base des coûts indiqués dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

## 8.1 Délais d'exécution

---

### 8.1.1 *Partie à prix forfaitaire*

---

Les durées et les délais prévus au marché s'entendent, sauf dispositions contraires, périodes de congés annuels comprises. Aucune neutralisation ne sera effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture de l'établissement du titulaire.

Les prestations récurrentes des postes 1 et 3 seront exécutées conformément aux plannings communiqués par les titulaires.

La date de début d'exécution des prestations, au titre du forfait, correspond à la date de notification de l'accord-cadre ou, le cas échéant, à la date indiquée dans la lettre de notification.

### 8.1.2 *Partie à prix unitaires à bons de commande*

---

Le délai d'exécution des prestations du poste 2 (et 4 pour le site de Guyane) sera précisé dans le bon de commande. Il ne dépassera pas 15 jours.

Pour les postes 2 (et 4 pour le site de Guyane), chaque intervention au titre d'un bon de commande fait l'objet d'un compte-rendu d'intervention livré dans les 5 jours ouvrés suivant l'intervention.

Un même ordre de service/bon de commande peut être délivré pour l'exécution d'une ou plusieurs prestations successives ou simultanées.

## 8.2 Lieux d'exécution des prestations

---

Pour le lot 1, l'ensemble des prestations est à exécuter dans les locaux de la direction régionale de l'ASP MAYOTTE, situés à Résidence Palme d'Or, Rond-Point de Kaweni à MAMOUDZOU (97600).

Pour le lot 2, l'ensemble des prestations est à exécuter dans les locaux de la direction régionale de l'ASP GUYANE, situés à Avenue du Général Virgile, bâtiment 0, Parc Rébard à CAYENNE (97300).

## 8.3 Horaires d'interventions

---

Les équipes du titulaire interviendront aux horaires indiqués dans la proposition technique ou aux plannings communiqués du titulaire, dans la limite des horaires détaillés en annexe 2 du C.C.T.P Modalités d'engagement des prestations

La date fixée dans la lettre de notification vaut engagement des prestations forfaitaires pour la période initiale du marché.

L'ensemble des prestations ou les prestations des postes 2 (et 4, le cas échéant pour le lot 2) feront l'objet de bons de commande sur la base des tarifs figurant dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

La personne habilitée à signer les bons de commande est le président directeur général de l'ASP ou son représentant.

Les bons de commande seront adressés au titulaire de chaque marché par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception (courriel avec accusé de réception). La date de réception vaut date de notification.

Conformément à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, le titulaire disposera de **15 jours ouvrés** au maximum à compter de la date de notification de chaque bon de commande (soit la date de l'avis de réception postal ou la date de l'accusé de réception du courriel), pour présenter ses observations par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception.

Les observations du titulaire, si elles sont reconnues fondées par le service, feront l'objet d'un rectificatif au bon de commande, transmis selon le même formalisme.

Chaque bon de commande comporte les éléments suivants :

- la référence au marché
- la référence du lot
- la désignation de la prestation commandée,
- le cas échéant, le délai d'exécution
- le cas échéant, la date de début des prestations,
- le cas échéant, la date de fin des prestations, dans le respect des délais d'exécution,
- toute précision utile quant à l'exécution des prestations,
- les prix unitaires et/ou forfaitaires HT
- les montants totaux HT et TTC
- le taux et le montant de la TVA
- les informations ASP Chorus (n° SIRET ; TVA CEE ; Code service, n° marché, n° EJ)

Toute modification faite par le titulaire sur le bon de commande sera réputée non écrite.

## **Article 9. Conditions particulières d'exécution**

Pour assurer le bon déroulement de l'exécution du présent marché, le responsable du suivi du marché à l'ASP est :

- le responsable administratif et financier de la direction régionale de l'ASP à Mayotte pour le lot 1,
- le responsable administratif et financier de l'ASP en Guyane pour le lot 2 (RSEM, responsable du suivi et de l'exécution du marché).

Le titulaire désigne un correspondant et un suppléant pour le représenter auprès de l'administration dans les conditions figurant au § 9.2 du CCTP.

Ces personnels nommément désignés seront joignables en permanence par l'administration.

## **Article 10. Reprise de personnel**

Il est rappelé que conformément à l'article 1224-1 du Code du travail certains contrats de travail de personnel se poursuivront avec l'entreprise succédant au titulaire actuel.

A cet effet, en fin de marché et à la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire devra communiquer sous 15 jours un tableau exhaustif et détaillé de la masse salariale à reprendre au titre de l'accord-cadre. Ces informations seront publiables par le pouvoir adjudicateur dans la mise en concurrence visant à renouveler l'accord-cadre.

A défaut de réponse dans le délai imparti, des pénalités seront appliquées au titulaire conformément aux dispositions de l'article 17 du présent CCAP.

## **Article 11. Obligations des cocontractants**

### **11.1 Obligations communes**

Les parties s'engagent à se communiquer toutes les informations et documents en leur possession ou en faciliter la consultation par l'autre partie dans la mesure où cela est nécessaire à l'exécution des prestations, objets du présent marché.

La langue de travail est le français. Tous les documents afférant au marché sont rédigés en langue française.

### **11.2 Obligations de l'ASP :**

- met à la disposition du titulaire les matériels, bureaux, moyens de communication et plus généralement l'ensemble des fournitures nécessaires à la réalisation de la prestation, lorsque les prestations se déroulent dans les locaux de l'ASP,
- s'assure de la participation effective de son personnel aux activités et réunions qui le concernent,
- assure toutes facilités au titulaire pour l'exécution de ses prestations.

## 11.3 Obligations du titulaire

---

### 11.3.1 Obligations générales

---

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour l'obtention du résultat défini dans le cahier des clauses techniques particulières.

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation d'une prestation conforme, à ses frais et sans augmentation des montants.

En effet, les moyens et modalités décrits dans le CCTP ou les documents qui y sont cités ne sont que des moyens minimum, ce ne sont que des indications nécessaires au titulaire pour satisfaire à ses obligations, les moyens ne sont donc pas limitatifs, ils ne sont qu'indicatifs. Le respect de ces moyens ne peut suffire au titulaire pour se dégager de sa responsabilité qui reste pleine et entière dès lors que le résultat escompté n'est pas obtenu.

Le titulaire s'engage à garder confidentielles toutes les informations dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre de l'exécution de ces marchés.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de cet accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
  - de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.
- Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :
- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
  - traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
  - respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

### 11.3.2 Pièces et attestations

---

Le titulaire (et ses éventuels co-traitants) est (ou sont) tenu(s), pour lui-même et pour ses éventuels sous-traitants, conformément à l'article R2143-8 du code de la commande publique, de mettre l'acheteur en position de pouvoir vérifier la régularité de sa situation fiscale et sociale tous les 6 mois, au regard des exigences de la commande publique.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'ASP dès sollicitation, à l'adresse suivante : <http://www.e-Attestations.com>.

### 11.3.3 Modification affectant le titulaire au cours du marché

---

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement les modifications, survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- A sa raison sociale ou à sa dénomination,
- A son adresse ou à son siège social,
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,

- à un changement de situation au regard des interdictions de soumissionner mentionnées aux articles L2141-1 (et suivants), et L2341-5 du code de la commande publique,
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

## **Article 12. Sécurité et prévention**

Par application de l'article R 4512-7 du code du travail, le présent accord-cadre (lot 1 et 2) nécessitera la rédaction d'un plan de prévention.

Le titulaire prendra rendez-vous avec le responsable du suivi et de l'exécution du marché (RSEM) et les organismes d'hygiène et de sécurité afin de prendre connaissance des mesures de prévention et de sécurité à respecter sur un site de l'ASP et s'engage à s'y conformer dans tous les domaines (ex : sécurité incendie, tenue des personnels, usage des matériels, locaux à disposition....).

A la suite, Le titulaire établit un plan de prévention qui est remis au RSEM et aux organismes d'hygiène et de sécurité dans les quinze (15) jours calendaires suivants l'entrée dans les locaux.

Il indique de façon précise et détaillée :

- Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques encourus par le personnel, tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux ;
- Les moyens de prévention concernant, d'une part, les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part, les circulations verticales et horizontales d'engins ;
- Les mesures concourant à une bonne hygiène de travail.

Le plan de prévention est tenu à jour par le titulaire, qui est tenu d'en signaler les modifications au RSEM.

La personne publique valide ce plan de prévention. Une fois le plan de prévention établi ou révisé celui-ci fait partie des documents contractuels de l'accord-cadre. Ses éventuelles modifications seront actées par voie d'avenant.

Conformément aux dispositions de l'article 32 du CCAG/FCS, la non application par le titulaire des mesures de sécurité prévues, entraînera la résiliation du marché à ses torts.

## **Article 13. Protection de l'environnement**

75% au moins des produits utilisés en nombre de références pour les prestations de nettoyage, d'entretien et de protection des surfaces devront être des produits éco labellisés ou porteurs d'une équivalence.

Les fournitures et les produits utilisés, ainsi que les matériels, afférents au présent marché, se doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Par ailleurs, soucieuse de s'inscrire dans une démarche de développement durable et d'éco gestion, le titulaire devra exécuter le marché en fonction de moyens et de méthodologies de travail plus respectueuses de l'environnement, tels que définis au § 8.9 du CCTP.

Ces aspects de la prestation sont définis dans le mémoire du titulaire. En cas de non-respect des engagements pris il s'expose aux pénalités décrites au présent CCAP.

## Article 14. Vérification et admission

Les opérations de vérifications seront effectuées dans les conditions prévues par les articles 27 à 30 du CCAG-FCS et donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal de constatation.

Avant la présentation des prestations aux opérations de vérification, le titulaire aura effectué, ou fait effectuer, tous les contrôles démontrant la conformité des prestations aux exigences du CCTP

### 14.1 Vérifications qualitatives

Les opérations de vérification qualitative portent sur la conformité des prestations aux spécifications de l'accord-cadre.

Le contrôle et l'admission des prestations sont assurés par le représentant de l'administration du site bénéficiaire.

### 14.2 Constat d'exécution du service

Une fiche portant toutes les constatations relatives aux manquements dans l'exécution de la prestation, établie sous la responsabilité du représentant du site bénéficiaire, par les personnes effectuant les contrôles, sera transmise au pouvoir adjudicateur.

Afin d'éviter toute contestation, un contrôle contradictoire doit être effectué une fois par mois en présence d'un représentant du site et un représentant du titulaire afin de contrôler la qualité des prestations réalisées conformément aux annexes 1A et 1B du CCAP « fiche de contrôle qualité ». et à la fiche de contrôle interne proposé par le titulaire dans son mémoire technique Cette dernière permet de calculer de façon précise les éventuelles pénalités.

Cette fiche doit être obligatoirement signée par un représentant de la société et un représentant de l'administration. En tout état de cause, une intervention immédiate du représentant du site bénéficiaire ou de son suppléant, auprès du titulaire ou de son responsable de site, dès constatation d'une mauvaise exécution des prestations, est possible à tout moment, afin que celui-ci procède aux corrections nécessaires avant qu'il ne soit fait application de pénalités et/ou réfections.

## Article 15. Garantie

Pour l'ensemble des prestations, la garantie technique est une garantie de bonne exécution, qui s'exercera dans les conditions de l'article 33 du CCAG-FCS.

## Article 16. Pénalités et réfections

Par dérogation à l'article 14 du FCS, les pénalités sont décrites comme suit :

### 16.1 Pénalités en cas de retard

#### 16.1.1 Pénalités pour retard d'exécution des prestations

Pour le poste 1, lorsque le terme contractuel d'exécution de la prestation est dépassé, le titulaire encourt des pénalités calculées comme suit, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS :

$$P = (V \times R) / 1000$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités.

V = valeur H.T du forfait ou de la prestation ponctuelle objet du retard.

R = nombre de jours de retard. Tout jour entamé est dû.



Pour le poste 2, lorsque le terme contractuel d'exécution de la prestation est dépassé, le titulaire encourt des pénalités calculées comme suit, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS :

$$P = (V \times R) / 100$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités.

V = valeur H.T du forfait ou de la prestation ponctuelle objet du retard.

R = nombre de jours de retard. Tout jour entamé est dû.

#### **16.1.2 Pénalités pour retard dans la mise en place du marché**

---

Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 300 € par jour de retard en cas de retard dans la mise en place du marché (Cf. au § 7.1 du CCTP)

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, il n'y a pas de montant maximum applicable aux pénalités de retard.

### **16.2 Pénalités en cas d'absence**

---

Le titulaire du marché s'engage à une présence régulière du ou des intervenants affecté(s) à l'exécution des prestations décrites au CCTP.

En cas d'absence d'un intervenant supérieure à 1 jour ouvré (en dehors des absences planifiées) le titulaire s'engage à mettre à la disposition de l'ASP un remplaçant ou une solution alternative ponctuelle lui permettant d'exécuter l'ensemble des prestations prévues dans un délai maximum de 2 jours ouvrés dès le constat de l'absence.

Il sera fait, en cas de non-respect de la disposition ci-dessus, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, application d'une pénalité de 100 € par jour ouvré à compter du 3ème jour d'absence non remplacé.

### **16.3 Pénalités pour non communication des éléments relatifs à la masse salariale**

---

A défaut de réponse dans le délai imparti (article 10 du présent CCAP), le titulaire se verra appliquer une pénalité de 100 euros par jour de retard.

### **16.4 Pénalités relatives à la clause insertion sociale**

---

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures de clause sociale dont la responsabilité est imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité à hauteur de 60 € par heure non réalisée.

En l'absence ou refus de transmission par le titulaire des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion, il sera appliqué une pénalité égale à 100 € par jour de retard à compter de la mise en demeure par l'ASP.

### **16.5 Pénalités relatives à la clause développement durable/environnementale (le cas échéant)**

---

En cas de non-respect des obligations relatives aux obligations portées par le présent CCAP, il sera appliqué, pour chaque manquement observé, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité égale à 75 €.



## **16.6 Pénalités relatives à la violation des obligations de sécurité ou de confidentialité**

---

Conformément à l'article 14 du CCAG FCS En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées aux articles 25 et 27 du présent CCAP, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes, appliquées dans les conditions prévues à l'article dédié du présent CCAP

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

## **16.7 Pénalités faisant suite aux contrôles qualité (mensuel et aléatoires)**

---

A la suite des contrôles qualité réalisés sur un mois donné, si la moyenne des notes obtenues est inférieure à 12 (Cf. au § 10.2.2 du CCTP), une réfaction de 500 € sur la facture mensuelle pourra être appliquée.

## **16.8 Application des pénalités**

---

Le titulaire encourt les pénalités indiquées ci-dessus, sans mise en demeure préalable, sauf si les causes ne permettant pas de respecter le délai contractuel ne lui sont pas imputables. Il en est ainsi notamment si cette cause est le fait de l'ASP ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure ou de catastrophe naturelle ou en cas de prolongation du délai d'exécution accordée par l'ASP.

Le montant des pénalités sera calculé mensuellement et imputé sur la facture de la période en cause par émission d'un ordre de reversement.

Le titulaire encourt les pénalités indiquées ci-après, sans mise en demeure préalable, sauf si les causes ne permettant pas de respecter le délai contractuel ne lui sont pas imputables. Il en est ainsi notamment si cette cause est le fait de l'ASP ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure ou de catastrophe naturelle ou en cas de prolongation du délai d'exécution accordée par l'ASP.

Les pénalités s'appliquent dès le premier euro par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS.

Toutes les pénalités, quelles qu'elles soient, sont cumulables entre elles. Le montant total des pénalités ne peut pas représenter plus de 20% du montant total dû au titulaire.

Les pénalités de retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

S'agissant des prestations forfaitaires du poste 1, les pénalités sont appliquées au regard du terme contractuel du planning fourni par le titulaire, soit dès le lendemain de la date d'échéance de la prestation initialement prévue.

Pour les prestations des postes 2 et 4, le délai à prendre en compte est celui figurant dans le bon de commande.

Le montant des pénalités sera calculé sur la facture de la commande concernée et payé par précompte sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées si elles n'ont pas été payées ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde.

## 16.9 Application des réfections dérogatoires (réfections forfaitaires)

---

Pour les postes 1 et 2 (et le cas échéant 3 et 4), par dérogation à l'article 30.3 du CCAG/FCS, lorsqu'une prestation sera effectuée de manière défectueuse, en partie ou en totalité, ou lorsqu'une préconisation ne sera pas respectée, le titulaire encourra des réfections comme suit :

- les opérations qui n'auront été exécutées que partiellement donneront lieu à l'application d'une réfaction de 50,00 € HT par manquement constaté,
- non utilisation de produits de nettoyage conforme à la législation en vigueur et aux normes environnementales / / de qualité environnementale moindre en terme de label notamment : 50,00 € HT par manquement constaté,
- non-respect des mesures de sécurité prévues à l'article 12 du présent CCAP : 50,00 € HT par manquement constaté,
- non-respect du mémoire technique du titulaire (moyens humains et matériels) : 100,00 € HT par manquement constaté,
- le titulaire devra doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail et des EPI conformes à la législation en vigueur : 50,00 € HT par manquement constaté.
- non communication des documents administratifs dans les délais impartis : 50,00 € HT par infraction constatée (comptes rendus bimestriels, comptes rendus d'incident ...).
- absence à une réunion programmée : 100 € par constat d'absence.
- non approvisionnement et non mise en place des consommables : 100,00 € HT par jour de retard.
- réfaction à la suite à trois demandes de remise en conformité à la suite d'un contrôle contradictoire : 150,00 € HT par tranche de trois rappels.
- non remplacement d'un matériel usagé ou hors services : 50,00 € HT par jours de retard à partir du 10ème jour de la demande de remplacement.

## 16.10 Réfections

---

Conformément à l'article 30 du CCAG FCS, si après demande dûment motivée de l'ASP, la qualité d'une prestation reste insatisfaisante car ne répondant pas aux attentes de l'acheteur telles que définies dans les documents du marché et non conforme à la proposition technique du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de prononcer une réfaction du prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire pourra présenter ses observations.

## Article 17. Responsabilité et assurances

---

### 17.1 Responsabilité

---

La responsabilité du Titulaire pourra être engagée pour tout manquement à ses obligations contractuelles et préjudice découlant directement de l'inexécution du marché lorsqu'elle sera exclusivement de son fait, et devra réparation du dommage causé à l'ASP.

Le Titulaire sera tenu responsable de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, directement, causé par lui à l'ASP ou à un tiers du fait de l'exécution du marché.

Sa responsabilité doit résulter d'une faute prouvée et ne peut être invoquée pour les dommages découlant indirectement de son fait.

Le Titulaire ne pourra être tenu pour responsable du non-respect des délais fixés dans la mesure où un événement surviendrait sur lequel il n'aurait pas de contrôle, tels que les cas de force majeure ou de catastrophe naturelle.

Le Titulaire ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable en cas de préjudice subi par l'ASP et résultant d'une inexécution par elle de ses obligations.

Dans l'hypothèse où le Titulaire identifie un événement, dans la survenance duquel il n'a aucune responsabilité, notamment un cas de force majeure, et qui est de nature à faire obstacle à l'exécution

du marché dans les délais contractuels, il peut demander une prolongation du délai d'exécution dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

L'admission par l'ASP d'un cas de force majeure ou d'une cause exonératoire exclut, de ce chef seulement, l'engagement de la responsabilité du Titulaire et l'application des pénalités pour le retard consécutif à l'événement invoqué par le Titulaire.

## **17.2 Assurance**

---

Il est fait application de l'article 9 du CCAG FCS.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire une attestation d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommage occasionné dans l'exécution du présent marché, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **Article 18. Exécution financière des marchés**

---

### **18.1 Avance**

---

Il est fait application des articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG FCS, il est fait application de l'option A.

### **18.2 Echancier des paiements/acomptes**

---

#### *18.2.1 Echancier des paiements :*

---

Au titre du poste 1 et le cas échéant poste 3 (prestations forfaitaires), le titulaire remettra mensuellement et après service fait, les décomptes, factures ou mémoires afférents aux prestations réalisées.

Seront déduites, le cas échéant, les réfections et/ou pénalités prévues à l'article 16 du présent CCAP.

Les prestations réalisées au titre du forfait feront l'objet d'une facturation distincte des prestations réalisées sur bons de commande.

#### *18.2.2 Acompte :*

---

Aucun acompte ne sera versé au titre de ce marché.

### **18.3 Solde du paiement des prestations**

---

#### *18.3.1 Prestations forfaitaires :*

---

Le paiement du solde des prestations forfaitaires aura lieu après certification de la bonne exécution de la prestation et réception conformément au présent cahier des charges, sur présentation de la facture adressée selon les dispositions du paragraphe « contenu des demandes de paiement » de l'accord-cadre.

#### *18.3.2 Prestations à bons de commande*

---

Le paiement du solde de chaque bon de commande sera effectué après vérification et réception des prestations commandées, sur présentation de la facture adressée selon les dispositions de l'article dédié du présent CCAP, et accompagnée de la décision de réception.

### 18.3.3 Solde de l'accord-cadre

---

La fin de la dernière prestation exécutée au titre de l'accord-cadre permet de procéder aux opérations de solde de l'accord-cadre.

Le paiement du solde définitif est en particulier subordonné :

- à la restitution de l'ensemble des matériels mis à disposition du titulaire (clés, badges, cahier de consigne, locaux...) ;
- à la fourniture et l'approbation du rapport annuel d'activité.

## 18.4 Dématérialisation des factures

---

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret 2019-7488 du 18 juillet 2019, le titulaire doit dématérialiser ses factures sur Chorus Pro. Elles doivent comporter, en plus des indications ci-dessus, **cumulativement et obligatoirement**, les informations suivantes :

- Le **numéro SIRET** unique de l'ASP : **130 006 372 00010**
- Le(s) **code(s) service(s) facturé(s)**, qui sera(ont) précisé(s) au titulaire après la notification du marché ou qui figurera(ont) sur les bons de commande, le cas échéant
- Le **numéro d'engagement (n° d'EJ)**, qui sera(ont) précisé(s) au titulaire après la notification du marché ou qui figurera(ont) sur les bons de commande (encadré en haut à gauche « Informations ASP Chorus »)
- Le **numéro d'identité (SIRET) et l'adresse de l'établissement émetteur des factures.**

Par ailleurs, il est également demandé de renseigner :

- Le(s) **numéro(s) de marché**, communiqué au titulaire après notification

Ce nouveau processus de facturation impose que des factures séparées soient produites en fonction du type de prestation (forfaitaire, à bons de commande, sans EJ préalable).

La TVA est appliquée en sus à chaque facturation, au **taux légal en vigueur au moment du fait générateur**.

Pour le dépôt des factures dans Chorus Pro, l'attention du titulaire est appelée sur la sélection du Cadre de facturation, qui permet d'identifier le profil du déposant ainsi que le type de document transmis.

Ex : A1 pour les factures simples du titulaire, A9 pour les factures du sous-traitant.

Une aide en ligne est disponible l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

## 18.5 Régime des paiements

---

### 18.5.1 Mode et délai de paiement

---

Le mandatement est effectué au vu des factures émises par le titulaire reprenant les conditions de prix et de paiement des présents marchés.

Les paiements sont effectués par virement. Conformément aux articles R. 2192-10 et R. 2192-12 à R. 2192-15 du code de la commande publique, le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture et/ ou du service fait, sauf suspension du délai global de paiement (DGP) dans les conditions fixées aux articles R. 2192-27 à R. 2192-29 du code de la commande publique.

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable de l'ASP.

### 18.5.2 Intérêts moratoires

En application de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, en cas de dépassement du délai de paiement, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur le premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Une indemnité forfaitaire d'un montant fixé à 40 € sera également versée pour frais de recouvrement et, sur justification, des frais de recouvrement supérieurs pourront donner droit à une indemnisation complémentaire.

## Article 19. Retenue de garantie

Sans objet.

## Article 20. Cession ou nantissement de créance

Par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG-FCS, si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, l'acheteur lui remet sur demande un certificat de cessibilité conforme au modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie (R2191-46, R2191-47 et R2191-51 du code de la commande publique). Le bénéficiaire de la créance doit notifier ce certificat de cessibilité au comptable public assignataire avant toute demande de paiement.

## Article 21. Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5 du CCAG de référence, dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel.

## Article 22. Sous-traitance

Il est fait application des articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique et 3.6 du CCAG FCS.

Il est précisé que le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données et aux exigences de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

## Article 23. Résiliation du marché

### 23.1.1 Pour motif d'intérêt général

L'ASP peut à tout moment mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant leur achèvement par une décision de résiliation formalisée par l'envoi au titulaire d'une lettre recommandée avec accusé de réception et précisant la date effective de résiliation.

Il est fait application de l'article 38 du CCAG-FCS.

### 23.1.2 Pour tous les autres cas

Il est fait application des articles 39 à 41 du CCAG-FCS et des articles L.2195-4 et L.2194-5 du Code de la commande publique.

Dans tous les cas de résiliation pour faute du titulaire, y compris en cas de manquement aux aspects de sécurité informatique, il **ne sera dû aucune indemnité de résiliation**.

## **Article 24. Règlement des différends et litiges**

L'acheteur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objets du marché.

Il est fait application des articles 46 du CCAG-FCS.

Les parties peuvent également se prévaloir de l'article R2197-16 et l'article R2197-24 du code de la commande publique et soumettre le différend qui les oppose au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges compétents.

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé par le médiateur ou les comités susvisés, le tribunal administratif compétent est celui du ressort du lieu du siège de l'ASP.

## **Article 25. Prestations similaires pour les travaux ou les services**

L'ASP se réserve le droit d'appliquer les dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

## **Article 26. Modifications de marché**

### **26.1 Clause de réexamen**

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, résultant l'ASP se réserve la possibilité de modifier le marché en application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, et ce afin de faire réaliser, si besoin, des prestations supplémentaires que le présent marché n'aurait pas permis de réaliser ou de supprimer des prestations qui n'auraient plus d'utilité :

En cours d'exécution de l'accord-cadre, des modifications et/ou ajout de prestations peuvent intervenir soit à l'initiative de l'ASP, soit à celle du Titulaire, car rendus nécessaires soit par le biais d'une évolution réglementaire et/ou normative, soit par l'introduction d'innovation dans le secteur considéré, ou des évolutions suivantes :

- *Utilisation de nouveaux outils ou méthodes permettant la réalisation de prestations*
- *Nouvelles prestations récurrentes devant être intégrées au poste 1 et le cas échéant poste 3*
- *Modifications des fréquences de nettoyage*
- *Autres prestations rendues indispensables à un fonctionnement optimal des lieux et autres prestations en liaison avec le nettoyage des locaux*
- *Suppression de surfaces à entretenir suite à la restitution de locaux (ex lot 2 zones 8 à 11)*

La suppression de surfaces à entretenir ne donnera lieu à aucune indemnité de résiliation. L'ASP informera le titulaire de sa volonté de supprimer des surfaces à entretenir avec un préavis de 3 mois par tout moyen permettant au titulaire d'accuser réception de la demande.

Dans le cas d'ajout de prestations l'ASP pourra établir des ordres de service afin de préciser le contenu des prestations ou détailler les spécifications des outils concernés. Ces derniers pourront être établis sur la base de devis proposé par le titulaire.

Ces modifications et/ou ajouts ne remettent pas en cause la nature globale de l'accord-cadre.

Si une modification des prestations de l'accord-cadre s'avérait nécessaire, et si le bordereau de prix unitaires ne permet pas sa mise en œuvre unilatérale, les parties conviennent de se rapprocher pour étudier ensemble les modalités et conditions selon lesquelles ces modifications peuvent être prises en compte.

## **26.2 Autres modifications de marché : modifications non substantielles**

L'ASP se réserve, conformément aux articles R2194-7 et R2194-8 du Code de la Commande Publique, la possibilité de modifier les présents marchés.  
Ces modifications feront alors l'objet d'un avenant.

## **26.3 Autres modifications de marché : Circonstances imprévues**

L'ASP se réserve aussi le droit de modifier le marché lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances imprévues en application des dispositions de l'article R2194-5 dans la limite de 50% du montant initial du marché.  
Cette modification fera alors l'objet d'un avenant.

## **26.4 Autres modifications de marché : Substitution de titulaire**

L'ASP se réserve également la possibilité de modifier le marché lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché, en application de l'article R2194-6 du code de la commande publique.  
Cette modification fera alors l'objet d'un avenant.

## **Article 27.      Clauses de sécurité**

## **Article 28.      Confidentialité**

En plus des dispositions de l'article 5.1 du CCAG-FCS, chacune des parties s'interdit, pendant la durée de l'accord-cadre et une période de cinq (5) ans suivant le terme ou la résiliation de celui-ci, de divulguer à des tiers, directement ou indirectement, les informations de nature « confidentielle », ce terme recouvrant toutes informations ou données qu'elle aura reçues de l'autre partie, ou qu'elle aura reçues pour le compte de l'autre partie, ou dont elle aurait pris connaissance dans le cadre de l'accord-cadre.

Elle s'interdit également, pendant cette même période, d'utiliser lesdites informations à d'autres fins que l'exécution du marché/contrat, ainsi que de les communiquer à des membres de son personnel n'ayant pas le besoin d'en connaître.

Le titulaire certifie que les informations en sa possession concernant les travaux effectués dans le cadre du présent marché/contrat, que les données financières ainsi que les données à caractère personnel manipulées pour produire les différents documents objets du marché/contrat seront supprimées de tout support informatique et qu'aucune édition ou copie ne sera conservée par le titulaire à l'issue de l'accord-cadre.

Au terme de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à détruire les documents en sa possession et à formaliser cette destruction au travers du procès-verbal de destruction de la documentation qui lui sera fourni par le service acheteur de l'ASP en cours d'exécution de l'accord-cadre. Il remettra ensuite ce PV complété à l'ASP dans un délai de un mois à compter de la complète réalisation des prestations.

Le titulaire renonce à publier, reproduire, traduire ou mettre l'accord-cadre des éléments dont il aura cédé les droits, il est seulement autorisé à faire état dans ses références professionnelles de l'existence et du contenu succinct de la prestation réalisée.

L'ASP se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées, par le titulaire.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut être également engagée sur la base des dispositions légales en vigueur.



L'ASP pourra prononcer la résiliation immédiate de l'accord-cadre, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de non-respect des dispositions précitées.

Les informations divulguées par les candidats garderont un caractère confidentiel ; ils ne peuvent disposer d'informations sur les offres de leurs concurrents.

## **28.1 Engagement de confidentialité**

---

Chacun des intervenants pour le compte du titulaire, signera, avant le démarrage de la prestation, un engagement de confidentialité (ou la charte) fourni par l'ASP; le titulaire s'assurera que tout son personnel directement impliqué dans l'exécution des prestations, et celui de ses sous-traitants éventuels, signe cet engagement.

## **28.2 Sécurité physique**

---

La prestation objet de l'accord-cadre n'ayant pas d'adhésion avec le SI de l'ASP, le titulaire devra respecter les règles de sécurité spécifiques à l'accès aux locaux définis par l'ASP, notamment, l'accès limité aux zones d'intervention définies par l'accord-cadre, le port apparent du badge, pendant toute la prestation.

## **Article 29. Dérogations au CCAG**

Les dérogations au CCAG-FCS sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

<b>Articles du présent CCAP</b>	<b>Articles du CCAG auquel il est fait dérogation</b>
16	14
16.9	30.3
20	4.2.2